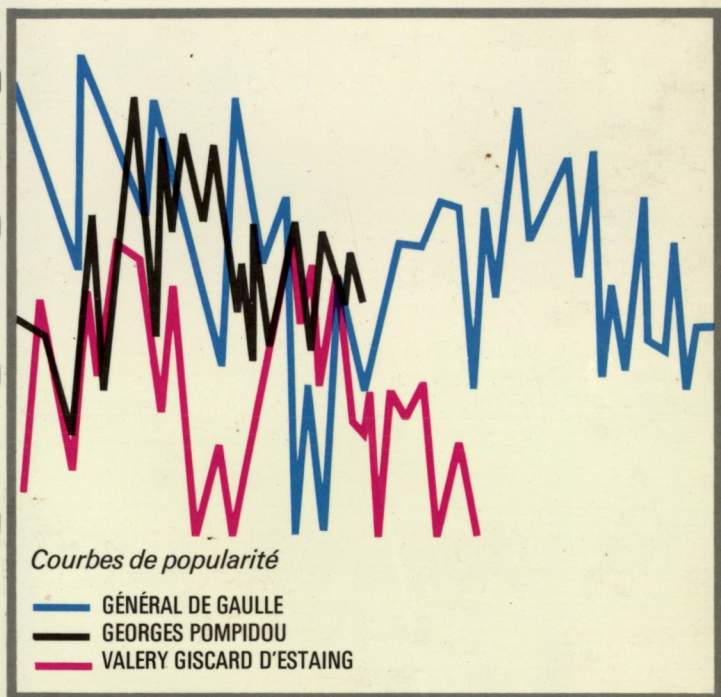


alfred max

la république des sondages



***Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.***

© Éditions Gallimard, 1981.

CHAPITRE I

Sondages à l'américaine

Un miroir très consulté – Le match Carter/Kennedy – La tactique de Reagan – La tentative d'Anderson – La bataille de la sonde – La théorie de l'humeur dominante

C'est en 1936 que les sondages modernes ont fait une irruption brutale sur la scène politique américaine. Cette année-là, un jeune chercheur entreprenant à l'esprit novateur, George Gallup, démontra publiquement, par un exploit provocant et spectaculaire, qu'il était capable, en interrogeant seulement 1 500 personnes sélectionnées selon quelques critères démographiques très simples, de serrer de près la réalité d'un scrutin présidentiel : la réélection de Franklin Roosevelt. Au même moment, un très illustre magazine, sur la foi d'une enquête postale qui avait touché plus de deux millions d'électeurs, annonçait la victoire de son concurrent.

Depuis cette date, l'institut privé fondé par Gallup a publié sans interruption, dans plus de cent quotidiens régionaux groupés en syndicat, un bulletin hebdomadaire qui rend compte de

l'état de l'opinion sur toutes les questions de l'actualité politique, économique et sociale. D'autres organismes animés par des sociologues, des psychologues, des spécialistes des études de marché, entreprirent des travaux analogues et se comptent aujourd'hui par centaines : la plupart poursuivent un but lucratif, d'autres ont été créés par des fondations ou des universités, certains couvrent l'ensemble du territoire des Etats-Unis, d'autres seulement un Etat ou une cité. La plus grande partie d'entre eux exercent leur activité en permanence, d'autres fonctionnent surtout en période électorale. Certains publient systématiquement leurs résultats, tandis que d'autres les réservent à leurs clients : partis politiques, candidats aux postes électifs à l'échelon fédéral, des Etats ou des municipalités, administrations publiques ou commanditaires privés.

Aucune campagne politique de quelque importance ne se déroule sans l'assistance de sondages dont un spécialiste, qui figure en bonne place parmi les conseillers intimes du candidat, tire à son usage les enseignements qui l'aideront à décider de la stratégie de la campagne, à fourbir ses arguments, à moduler son comportement selon la composition des auditoires.

Parmi les milliers d'enquêtes ainsi effectuées en un demi-siècle, il y a eu — il y a encore — quelques mécomptes retentissants. Mais, pour le meilleur ou le pire, les sondages d'opinion sont devenus un rouage essentiel de la vie politique américaine. Les personnages qui occupent le devant de la scène s'en servent comme d'un

miroir perpétuellement tendu qui leur renvoie l'image qu'ils projettent, changeante selon les péripéties de l'action et leurs propres performances, quitte, pour eux, à tenter de la modifier.

Les nouvelles d'opinion fournissent la matière première que présentent les différents médias et que commentent les éditorialistes. Quant aux citoyens, ils y trouvent le reflet de leurs préoccupations et des mouvements qui agitent la conscience populaire, ils sont à même de se situer par rapport à la démarche collective de la nation. Mais, acteurs ou spectateurs, ils ont appris par une longue expérience à ne pas attendre des sondages plus de fidélité qu'ils n'en peuvent donner. Ils savent que l'image réfléchie n'est pas d'une parfaite précision, qu'elle ne vaut que pour l'instant donné, qu'elle est sujette à des sautes parfois rapides. Les sondeurs ne fixent pas les traits de l'opinion pour l'éternité. Ils saisissent sur le vif des expressions dont le caractère instantané ne dévoile pas s'il s'agit d'humeurs fugaces ou de sentiments profonds : mais si elles se répètent à intervalles rapprochés, elles révèlent des tendances et des lignes de force. Moyennant quoi, avec ses faiblesses reconnues, ce nouvel instrument a conquis droit de cité.

Tous les hommes d'Etat américains depuis 1936 ont fait un large usage des sondages. Aux prises avec une opinion fortement isolationniste au début de la seconde guerre mondiale, Franklin Roosevelt les surveillait attentivement. Il prenait soin, par ses allocutions radiodiffusées « au coin du feu », de préparer peu à peu ses concitoyens à

nuancer leur neutralité de bienveillance à l'égard des démocraties occidentales, les entraînant par degrés à accepter que les Etats-Unis apportent à l'Angleterre une aide plus substantielle. En pleine guerre du Viet-Nam, le président Johnson, recevant des journalistes, sortait volontiers de ses poches des sondages qu'il brandissait à la face de ses interlocuteurs pour les convaincre que tel aspect de sa politique, critiqué par les médias, était approuvé par l'opinion.

Le relâchement du soutien accordé par les parlementaires républicains à Richard Nixon coïncida avec la chute brutale de la popularité du président sous le choc des révélations successives de Watergate. A la lecture des sondages, ils avaient acquis la conviction que les élections législatives de 1976 leur seraient fatales si le président ne démissionnait pas très vite. Tombé à 23 % seulement, venant de plus de 70 %, le pourcentage de l'électorat américain satisfait de la façon dont Nixon s'acquittait de son mandat atteignait ainsi le point le plus bas depuis que les sondages suivent régulièrement la cote des présidents.

Le match Carter-Kennedy.

Mais, pour qu'il en arrivât là, il avait fallu six ans. Avec Jimmy Carter, la pénitence commença dès que fut terminée la classique lune de miel.

Le portrait que donnèrent du nouveau président, très tôt, les sondages comportait certes des

aspects flatteurs : il faisait figure d'homme droit, travailleur, pétri de bonnes intentions. Mais les traits négatifs l'emportaient largement. Inaptitude à maîtriser l'économie, préoccupation majeure des Américains. Hésitations, contradictions, maladresses, impuissance et bévues dans la conduite des affaires de la nation — sauf au moment des accords de Camp David avec l'Égypte et Israël, où sa cote se redressa soudainement, et lorsque la prise des otages regroupa les Américains derrière le drapeau. Malchance persistante qui condamnait ses initiatives — même les plus louables aux yeux des Américains comme sa tentative de récupération des prisonniers de Téhéran — à échouer lamentablement.

Son incapacité à redresser durablement son image de marque dans les sondages devenait par elle-même un facteur de faiblesse, et le profil descendant de sa courbe de popularité, battant les records établis par Nixon, renforçait le jugement défavorable de l'opinion.

Le groupe le plus concerné par sa chute était son propre parti. Les démocrates contrôlaient le Sénat et la Chambre des représentants, et détenaient la majorité des postes de gouverneurs des cinquante États. Selon la tradition, un président sortant, candidat à un second mandat, ne se soumet que pour la forme à l'investiture de son parti. Mais l'approche de la convention démocrate chargée de désigner son candidat aux élections de 1980 suscita, au contraire, des concurrents qui dès l'automne 1979 s'engagèrent activement dans la campagne des élections primaires.

Le candidat le plus redoutable était le sénateur Edward Kennedy, en raison de ses qualités propres, du nom glorieux qu'il portait et de la nostalgie qu'évoquait la période où ses frères John et Robert dominaient l'Amérique.

Tout au long de l'année 1979, les sondages révélèrent, dans le pays tout entier et plus encore chez les électeurs et sympathisants démocrates, une ascension continue de la cote d'Edward Kennedy. Non seulement il paraissait en bonne position pour battre le président sortant à la convention démocrate, mais il avait des chances sérieuses de l'emporter contre quelque candidat républicain qu'on lui opposât, alors qu'il n'en était pas de même pour Carter.

Le sénateur Kennedy aurait pu se présenter quatre ans plus tôt. Il ne l'avait pas fait, alléguant ses lourdes responsabilités familiales : n'avait-il pas la charge, non seulement de ses enfants, mais de ceux de ses frères disparus ? De plus il n'ignorait pas que ses démêlés conjugaux et sa conduite équivoque au cours de la noyade tragique de Chappaquidick pèseraient sur sa campagne. Mais, en 1979, l'accumulation de sondages si exceptionnellement favorables eut raison de ses scrupules. Il se lança dans la bataille avec fracas au début de novembre, moment qui coïncida, fâcheusement pour lui, avec la prise des otages et la remontée imprévue de la popularité du président.

La campagne de Kennedy pendant les premières semaines s'avéra désastreuse. A la surprise générale, cet homme politique fougueux, sédui-

sant, respecté pour ses initiatives sociales courageuses, parut décontenancé par les attaques de ses adversaires en réunions publiques ou à la télévision, et dépourvu d'idées claires sur les questions qui préoccupaient essentiellement les Américains.

Sa cote dans les sondages s'effondra plus vite encore qu'elle n'avait surgi. Les résultats des premières élections primaires concrétisèrent cet échec. Par la suite, Edward Kennedy se ressaisit, trouva le ton voulu, prononça quelques discours bien venus et finit par remporter la victoire dans quelques-uns des grands Etats de la côte Est. Mais il était trop tard pour remonter son handicap. Il termina la campagne des primaires avec deux fois moins de délégués à la convention démocrate que n'en avait récolté Carter.

Les sondages s'étaient-ils trompés ? Kennedy — et tous les médias — allait-il les accuser de l'avoir induit en erreur ? Nul ne s'en avisa : ils n'avaient fait qu'enregistrer la polarisation sur Edward Kennedy d'un phénomène de rejet du président en exercice. Du moment où Kennedy se lançait dans la bataille, la situation n'était plus la même. Il ne s'agissait plus d'exprimer, face à un président qui exhibait quotidiennement ses défaillances, une préférence désincarnée pour le détenteur presque légendaire du mythe Kennedy. L'opinion avait désormais à juger Edward Kennedy sur sa valeur au combat. Or, il s'était révélé inférieur à l'image que l'on s'en était faite. A situation nouvelle, opinion nouvelle.

Vainqueur de son rival, Jimmy Carter pensait

avoir le champ libre à la convention démocrate. Il pourrait alors se préparer à la bataille décisive, qui l'opposerait au candidat républicain. C'était compter sans son frère Billy, impliqué dans des tractations financières avec le gouvernement libyen. Persuadés que cette triste affaire allait faire fléchir encore, s'il se pouvait, la cote de Carter dont un sondage venait de montrer qu'elle entraînait dans son sillage l'ensemble du parti démocrate, quarante membres de la Chambre des Représentants se jugèrent directement menacés. Ils proposèrent de rechercher un « troisième homme » qui pourrait faire l'unanimité à la convention.

Cette gifle à Carter fit la manchette de tous les journaux. Déjà des noms circulaient : le vice-président Fritz Mondale, le nouveau secrétaire d'Etat Edmund Muskie. Mais le lendemain, un nouveau sondage vint tout bouleverser : à une très large majorité, les électeurs interrogés estimaient que le président ne pouvait pas être tenu pour responsable de la conduite de son frère. Il ne subirait de ce fait aucune atteinte supplémentaire dans l'opinion : ce qu'un sondage avait fait, un sondage l'avait défait.

Le président Carter fut donc réinvesti par la convention démocrate à New York, au mois d'août 1980, et obtint du sénateur Kennedy qu'il enterre la hache de guerre et participe au moins symboliquement à la campagne pour sa réélection. La présidence lui était contestée par Ronald Reagan, désigné à l'unanimité par la convention républicaine tenue en juillet à Chicago, après des

primaires où Reagan l'avait emporté sans difficulté sur ses nombreux concurrents. L'un d'entre eux toutefois, John Anderson, représentant de l'Etat de l'Illinois, avait décidé de faire cavalier seul et se présentait sans l'investiture d'aucun grand parti au suffrage de ses concitoyens.

La tactique de Reagan.

Pour Ronald Reagan aussi, les sondages avaient été déterminants. Ils avaient fait ressortir que le pays s'était éloigné de la conception inspirée du New Deal de Roosevelt, qu'aucun des présidents qui s'étaient succédé, républicains ou démocrates, n'avait vraiment remise en question quant au rôle pilote de l'Etat fédéral dans la marche de l'économie. En 1964, le parti républicain, avec l'aide de Ronald Reagan, avait désigné un champion de la philosophie adverse, Barry Goldwater, qu'avait écrasé le président Johnson.

Même en 1976, après huit années d'un règne californien marqué par le pragmatisme, l'ancien gouverneur Ronald Reagan avait fait figure d'extrémiste. A la convention républicaine le président sortant, Gerald Ford, plus près du centre, l'avait évincé de justesse. Depuis, le pays s'était infléchi vers Reagan en même temps que Reagan s'infléchissait vers le pays. Aux primaires, à part John Anderson, seul le Texan George Bush, ancien ambassadeur à l'O.N.U., chef de la C.I.A. et premier représentant officiel des Etats-Unis à Pékin, connu pour ses opinions libérales et ses

liens avec l'*Establishment* de la côte Atlantique, avait réussi à lui prendre des voix dans les Etats industriels. Désigné, Reagan devait encore choisir le vice-président que la convention républicaine élirait sur sa proposition.

Or qu'indiquaient les sondages effectués pour Reagan par Richard Wirthlin, l'un de ses principaux conseillers politiques? Reagan, par lui-même, exerçait sur les électeurs une attraction plus forte qu'une équipe Reagan plus X. Aucun des vice-présidents possibles n'ajoutait à ses chances — sauf l'ancien président Gerald Ford, dont la présence sur le *ticket* républicain aux côtés de Reagan symboliserait une certaine prudence et l'expérience des questions internationales, point faible de Reagan. Des électeurs et surtout des électrices souhaitant voter contre Carter redoutaient que Reagan, réputé prompt sur la gâchette, ne prît impulsivement des initiatives intempestives qui mèneraient à la guerre. Cette crainte, certifia à Reagan son sondeur attitré, serait neutralisée s'il prenait Ford pour vice-président.

Pour Reagan, c'était un coup de poker. Jamais, dans l'histoire des Etats-Unis, on n'avait vu un ancien président se présenter à la vice-présidence. En vertu de la constitution américaine, le président est seul responsable devant le peuple. Jamais un vice-président, quelques promesses qu'il eût reçues d'un président, ne réussit à prendre une part importante aux décisions de l'Exécutif. Sa principale fonction constitutionnelle est de se tenir prêt à assumer la présidence,

dont un battement de cœur le sépare. Mais la dignité de Gerald Ford exigeait de Ronald Reagan un engagement précis sur les responsabilités qui lui seraient confiées. Il savait que l'opinion attendrait de lui, si l'équipe républicaine était élue, qu'il agît comme garde-fou, ce qui supposait qu'il en eût les moyens.

Il y eut donc, aussitôt après la désignation de Reagan, en marge de la convention et pendant toute une journée, des tractations secrètes entre Ronald Reagan, Gerald Ford et leurs conseillers pour tenter d'élaborer un protocole par lequel, sans violer la constitution des Etats-Unis, Ronald Reagan se serait dessaisi d'une partie de ses prérogatives au profit de son co-listier. Les négociations furent fertiles en incidents et rebondissements spectaculaires.

Mais c'était la quadrature du cercle : Ford renonça. Tard dans la nuit, Reagan reveilla son ex-rival George Bush dans sa chambre d'hôtel pour lui annoncer qu'il était le vice-président de son second choix. Ce n'était pas de gaieté de cœur que Reagan s'adressait à Bush, pour lequel il ne se sentait guère d'affinités et qui l'avait durement attaqué au cours des primaires. Mais il céda aux instances de son sondeur qui lui fit valoir qu'en dehors de Ford, George Bush était le plus acceptable — ou le moins inacceptable — à l'opinion américaine. Sa présence rendait aussi moins incongru le slogan républicain « Tous ensemble pour une nouvelle Amérique », car ses cinquante-six ans faisaient aux soixante-neuf de

Reagan un contrepoids plus plausible que s'il avait désigné Ford, âgé de soixante-sept ans.

L'épisode Ford avait fait toucher du doigt jusqu'à quelles extrêmes concessions, sur la foi des sondages, Reagan était disposé pour mettre de son côté les meilleures chances de vaincre. Aussitôt après la convention républicaine, qui avait monopolisé l'attention des médias pendant quelques jours, l'« effet de notoriété » joua dans les sondages qui accordèrent à Reagan sa plus forte avance jusqu'alors sur Carter : près de 23 points en sa faveur.

Se fondant sur de nombreux précédents, on pouvait penser que cette cote exceptionnelle était due au matraquage télévisuel lié aux événements qui venaient de se dérouler. Si la convention démocrate, le mois suivant, réussissait à ne pas trop étaler les divisions entre Carter et Kennedy, le président sortant bénéficierait à son tour du même phénomène. C'est ce qui se produisit, de sorte qu'à la mi-septembre les deux candidats abordaient la campagne à égalité dans les sondages : 39 % contre 39 % selon *Time*. Toutefois, 11 % se déclaraient « enthousiastes » pour Reagan contre 9 % pour Carter. Or, selon Gallup, la mesure relative des « enthousiastes » en début de campagne est souvent un bon indicateur du résultat final.

La tentative d'Anderson.

De tous les concurrents de Ronald Reagan aux primaires républicaines, le représentant de l'Illi-

nois, John Anderson, avait produit la plus forte impression sur l'électorat. A l'âge de la télévision, la plupart des candidats en campagne sont paralysés par la crainte de prononcer les mots qu'il ne faut pas. Adaptés à l'auditoire local qui leur fait face, ils peuvent blesser des minorités à mille kilomètres de là sans possibilité de rattrapage. Aussi se rejoignent-ils dans une grisaille monocorde, aseptisée. John Anderson, au visage rose surmonté d'une crinière blanche, disait avec persuasion le contraire de ce que l'on avait coutume d'entendre.

Il est deux façons de plaire au public : exprimer avec talent ce que l'on sait qu'il attend, ou prouver une certaine qualité de *leadership* en proposant des mesures impopulaires, à condition de faire admettre leur nécessité. Lors du débat qui opposa tous les candidats républicains avant l'élection primaire du New-Hampshire, ce fut John Anderson que les sondages donnèrent gagnant. Sur ce succès du non-conformisme, John Anderson, ne pouvant obtenir l'investiture du parti républicain, décida de courir ses chances seul. Lorsqu'il prit sa résolution, les sondages pointaient vers une fraction substantielle de l'électorat américain — 20 % — si profondément insatisfaite du choix résultant des conventions qu'elle était disposée à voter pour tout candidat qui aurait pour mérite principal de ne s'appeler ni Reagan ni Carter. Anderson s'imagina que c'était une solide base de départ. Ces électeurs étaient prêts à voter pour lui sans le connaître et sans qu'il eût exposé son programme. L'impact

de sa campagne, se dit-il, ne pourrait que gonfler cette masse déjà imposante.








Les observateurs étaient plus sceptiques, car l'histoire des Etats-Unis est fertile en précédents : les candidats indépendants ne bénéficiant pas de l'appui d'un grand parti excèdent rarement des scores marginaux. Dès le début de la campagne, la cote d'Anderson dans les sondages commença à décliner. La puissante ligue des Electriciennes (*League of Women Voters*) organisa le premier débat télévisé entre les candidats. Carter, conseillé par ses sondeurs, refusa d'y participer si Anderson était invité. Le prétexte : Anderson, non investi par un parti, ne faisait pas le poids. La raison : Carter ne voulait pas, par la publicité du débat, faire remonter la cote d'un candidat dont les sondages estimaient qu'il lui prenait plus de voix qu'à Ronald Reagan. Quant à Reagan, pour la raison inverse, il fit savoir qu'il ne participerait pas à un débat sans Anderson : son sens du *fair-play* s'y opposait.

La Ligue des Electriciennes jugea qu'elle devait inviter les trois candidats, mais seulement si Anderson bénéficiait d'un soutien suffisant dans l'opinion. Elle fixa arbitrairement la barre à 15 % des intentions de vote. Comment savoir à quel niveau se situait réellement Anderson ? Un seul moyen : les sondages, ainsi promus au rôle d'arbitre dans une décision capitale pour la suite de la campagne. Les sondages ne coïncident jamais exactement, mais leur moyenne donnait à John Anderson, dans la première semaine de septembre, exactement 15 % des voix. Le Prési-

dent maintint son refus et seuls Reagan et Anderson participèrent au débat. L'opinion désapprouva fortement la dérobade de Carter (68 % selon un sondage Louis Harris). Cet incident permit à Reagan de prendre un avantage qu'il ne devait plus jamais perdre.

La bataille de la sonde.

Maintenant la campagne était vraiment engagée avec un luxe inouï de moyens sur tout le territoire des Etats-Unis. Certes Ronald Reagan et Jimmy Carter en étaient les étoiles, et sur la scène on ne voyait qu'eux. Mais, en coulisses, une armée de conseillers se dépensait à tirer les ficelles. On a pu dire, en exagérant à peine, que ce n'est pas Reagan qui a battu Carter, c'est le sondeur de Reagan : Richard Wirthlin qui a battu Patrick Caddell, le sondeur de Carter, et c'est l'expert en publicité de Reagan, Dailey, qui a battu Rafshoon, expert de Carter. N'étaient-ils pas les locomotives de la campagne ? Rien ne se décidait sans eux : sur quels Etats stratégiques, sur quels points névralgiques faire porter l'effort maximal au moment le plus opportun, quelle posture adopter — agressive, impassible, détendue —, quels arguments faire valoir et dans quels secteurs — inflation, chômage, rôle de l'Amérique dans le monde —, quels réquisitoires prononcer et avec quel accent, quels gestes spectaculaires accomplir, quelles minorités flatter — Noirs,

-  littérature
-  philosophie
-  sciences
-  sciences humaines
-  idées actuelles
-  arts
-  chroniques

Alfred Max la république des sondages

À quelques semaines des élections présidentielles, les médias rivalisent d'ardeur pour évaluer à coups de sondages les chances des candidats.

« Les sondages sont des satellites de reconnaissance qui photographient le champ de bataille, mais les hommes politiques s'en servent comme s'ils étaient porteurs de bombes », écrit Alfred Max, qui avait fondé avec George Gallup l'un des premiers centres d'étude de l'opinion publique en Europe et qui est aujourd'hui président de l'I.F.O.P.

Comment sont faits les sondages ? Pourquoi si peu de personnes sont-elles interrogées ? Sont-elles sincères ? Peut-on faire confiance aux sondages ? Permettent-ils de prévoir l'avenir ? Sont-ils orientés, manipulés ? Influencent-ils les électeurs et faussent-ils le jeu de la démocratie ? Y a-t-il trop de sondages ? Faut-il les interdire, les brûler ? S'il existe de bons et de mauvais sondages, comment peut-on les distinguer ? À quoi servent les sondages ?

À toutes ces questions très controversées, et à beaucoup d'autres que se posent aujourd'hui les Français inondés de sondages chaque jour et sur tous les sujets, l'auteur s'efforce de répondre en termes simples et clairs. Faisant appel à des exemples récents et concrets, il démontre que ces sondages sont un instrument utile pour l'exploration de notre société, mais qui opère à l'intérieur de limites très précises que chacun doit connaître.